

Palestine

Fête des Nouvelles

Qualité de l'eau potable

Le retour des Gazaouis

De retour le 24 mai 2025

Réponses aux questions

P.2

P.4

P.7



Édito : Droits des femmes, des victoires symboliques aux conquêtes concrètes

En ces temps troublés où l'extrême droite resurgit et où les droits des femmes subissent des assauts répétés, **le 8 mars résonne comme un appel à la résistance. Face à l'émergence d'une internationale fasciste qui menace les droits des femmes à travers le monde, la vigilance et la mobilisation s'imposent.**

Le Rassemblement National tente de se donner une image de respectabilité derrière la figure de Marine Le Pen : son vote pour l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution ne peut faire oublier ses alliances européennes avec les forces les plus réactionnaires qui combattent ce droit. **Cette façade masque une volonté de revenir à un système patriarcal brutal où les femmes sont réduites au silence.**

En France, l'année 2024 marque un tournant. Si l'inscription constitutionnelle du droit à l'avortement représente une victoire historique, la réalité est alarmante : en dix ans, plus de 130 centres d'IVG ont fermé. Sans moyens concrets, ce droit constitutionnel restera lettre morte. Parallèlement, l'affaire Pelicot a mis en lumière la persistance d'une culture du viol profondément ancrée dans notre société. **En refusant l'anonymat, Gisèle Pelicot a transformé son calvaire en acte de résistance contre un système qui banalise les crimes sexuels.**

Le chiffre glaçant de 1 % de condamnations pour les plaintes déposées pour viol révèle l'ampleur de l'impunité systémique.

Face à cette situation, le PCF propose un plan d'action ambitieux. **Alors que l'État ne consacre que 184,4 millions d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes, le parti revendique un budget de 3 milliards d'euros.** Ce plan prévoit la création de brigades et juridictions spécialisées, la mise en place d'actes d'enquête minimaux obligatoires avant tout classement sans suite, et une assistance juridique gratuite pour les victimes. Le parti exige également le renforcement des places d'hébergement d'urgence et la création de centres de psycho-traumatologie dans chaque département.

Le 8 mars 2025 doit être un moment d'impulsion de nouvelles conquêtes. L'égalité réelle entre les femmes et les hommes nécessite une transformation profonde de notre société et le développement de services publics égalitaires. C'est un combat qui engage l'avenir de toute notre société, car quand les droits des femmes progressent, ceux de toute la société progressent en même temps.

Clotilde Seassau



Faire le tour de France en 26 jours, avec 26 personnes et parcourir 26 villes, c’est le challenge que se sont fixé les membres du Conseil démocratique kurde en France. Car il y a 26 ans, Abdullah Öcalan, leader indépendantiste kurde et fondateur du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), était emprisonné par l’État autoritaire turc.

L’objectif politique de cette initiative est de maintenir la pression militante pour que soit enfin libéré le président Öcalan. **Il s’agissait aussi de mieux faire connaître la situation du peuple kurde**, en Turquie mais aussi au nord de la Syrie et de l’Irak.

De passage à Nantes, la délégation du comité a souhaité échanger avec la fédération de Loire-Atlantique du PCF. Un échange riche où l’actualité récente de la Syrie, avec la chute du régime

Liberté pour Öcalan !

de Bachar Al-Assad et l’arrivée au pouvoir de HTS, ouvre des perspectives nouvelles même si les inquiétudes demeurent.

La démocratie et la fin du capitalisme sont également au cœur de leurs combats. Organisé en confédération, le mouvement kurde vise la recherche de la paix et de l’égalité entre chaque communauté kurde, avec comme piliers la démocratie directe, l’égalité femme-homme et l’écologie sociale. En point d’orgue, le 15 février dernier à Strasbourg, après avoir traversé la France pour faire connaître leurs idées, près de **20 000 Kurdes et sympathisants venus de toute l’Europe se sont rassemblés.**

Ils le savent, pour faire libérer Abdullah Öcalan, la pression internationale sur la Turquie et l’aide politique des nations européennes sont des éléments clés.



Témoign des pires atrocités, dont le génocide de 1994 à l’encontre des Tutsi aura été un point culminant, la région des Grands Lacs africains ne connaît pas de répit.

Ces dernières semaines, les provinces congolaises du Nord-Kivu et du Sud-Kivu font l’actualité. Les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23), aidés par les soldats rwandais, se sont emparés de Goma, au nord du lac Kivu, avant de pousser jusqu’à Bukavu au sud et de la prendre – le lac est bordé à l’ouest par la République du Congo et à l’est par le Rwanda. Les forces de la RDC, auxquelles se sont adjoints quelque 10 000 soldats burundais, se sont fait déborder en quelques heures. Un ordre d’évacuation avait été donné aux soldats de l’armée régulière, qui ont fui avec leur famille, gonflant les chiffres des réfugiés tentant de rejoindre le Burundi voisin.

Kinshasa accuse le Rwanda d’ambitions expansionnistes ainsi que de vouloir piller les riches ressources des deux Kivu : coltan, cassitérite (minerai d’oxyde d’étain), or, cobalt, rubis, pierres semi-précieuses, mais aussi bois tropicaux et productions agricoles. **Les minerais sont la proie d’une économie frauduleuse militarisée, installée depuis une quinzaine d’années.** Kigali dément et justifie les invasions par la menace que représentent pour sa sécurité les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), créées par d’anciens responsables hutu en fuite et désireux de reprendre le pouvoir.

La situation sur place se détériore fortement, entraînant de graves violations des droits humains et des abus : exécutions sommaires, y compris d’enfants, violences sexuelles... Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a répété vouloir « éviter à tout prix une escalade régionale ». **Il est à craindre un nouveau bain de sang après les deux guerres du Congo (1996-1997, 1998-2003) et leurs six millions de morts.**



États-Unis Le Trumpisme 2.0

« **Flood the zone** », inonder le terrain, c’est ainsi que Steve Bannon, figure de l’extrême droite américaine et conseiller de Donald Trump durant son premier mandat, nomme la stratégie de gouvernance du président des États-Unis. **L’idée est d’enchaîner les déclarations médiatiques chocs afin de ne pas laisser de temps de réaction à l’opposition, aux médias et aux dirigeants étrangers.**

Et les distractions médiatiques ne manquent pas pour noyer dans la masse d’informations les protestations grandissantes contre l’administration Trump : **augmentation des droits de douane (déjà effectifs sur l’acier et l’aluminium mais bientôt élargis à de multiples secteurs d’activité), menaces d’annexion du Groenland, plan de transformation grotesque pour le territoire palestinien de Gaza ou encore attaques contre le président ukrainien et reprise des éléments de langage russes.**

À coup d’annonces grandiloquentes et de décrets, Donald Trump monopolise l’activité médiatique. Mais sur les 68 décrets signés en à peine un mois de gouvernance, ceux qui visent une modification de

la constitution se heurtent aux suspensions par les juges fédéraux américains.

Cependant, la plupart des décisions prises par le gouvernement se retrouvent appliquées. Que ce soit dans le recul des droits civiques, la réduction du personnel de l’administration fédérale ou tout simplement la défiance des institutions démocratiques, Donald Trump continue d’inonder le terrain et veut faire croire qu’il peut agir à sa guise.

Cette stratégie politique dépasse bien les frontières américaines, que ce soit sur la résolution du conflit russo-ukrainien où le président américain affaiblit fortement son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, **l’excluant des négociations organisées en Arabie Saoudite avec la Russie et allant même jusqu’à le qualifier de « dictateur sans élection ».** Ou bien dans la vie politique européenne lors de la conférence de Munich où l’intervention du vice-président américain, JD Vance, vise à critiquer les démocraties européennes et à promouvoir les partis d’extrême droite.

Palestine

Le retour des Gazaouis sur leur terre martyrisée

Après l’annonce du cessez-le-feu du 15 janvier et plus d’une année de bombardements massifs et meurtriers depuis octobre 2023, les Palestiniens de la bande de Gaza déplacés vers le sud retrouvent leur territoire.

Ce n’est plus qu’un paysage de désolation que parcourent vers le nord les centaines de milliers d’habitants qui ont fui la mort et la destruction. **Affaiblis par le manque de nourriture ou se remettant de blessures, les enfants étant particulièrement touchés tant physiquement que mentalement,** ils conservent cependant la dignité de marcher. Ils n’oublieront pas.

C’est leur terre, ce sont leurs maisons et bien qu’anéanties, ils ne sont pas prêts à les céder pour de fantasques et cyniques déclarations du maître de la Maison Blanche en faveur d’un territoire-lieu de vacances 3 étoiles.

Dans le même mouvement, les USA continuent d’approvi-

sionner en bombes lourdes les capacités du gouvernement d’Israël. Un attentat meurtrier en Israël et 50 000 victimes palestiniennes ne suffisent pas aux vendeurs d’armes et aux sombres desseins de Trump et Netanyahu en ce qui concerne l’existence d’un État palestinien avec ses habitants.

Les Gazaouis l’ont bien compris, leur retour a aussi cette signification de ne pas se résigner et de continuer à porter l’espoir et l’action pour l’existence d’un véritable État de Palestine. L’Organisation de Libération de la Palestine doit y jouer tout son rôle.

Le cessez-le-feu et la libération des otages et des prisonniers doivent conduire à une paix juste et durable pour ne plus aviver les ressentiments et les haines.

Dans l’immédiat et sans délai, l’aide humanitaire doit être apportée à la population, aux marcheurs courageux du retour.



Gouvernement

Un budget inefficace et injuste avec un gouvernement toujours en sursis

Sans surprise, François Bayrou a dégainé le 49.3 pour faire passer en force le budget 2025 de la France, ainsi que celui de la Sécurité Sociale. Tout en reconnaissant que son budget n'était pas parfait, l'admirateur d'Henri IV aura, grâce aux attermolements tactiques du PS, à l'outrance de LFI et aux arbitrages du RN, réussi pour cette fois à contourner les rapports de force à l'Assemblée nationale et à donner un bon point au grand capital qui, malgré quelques efforts consentis, sort grand vainqueur de la bataille.

Pour le député communiste André Chassaigne, président du groupe GDR, « ce budget est pire que le précédent ». En effet, c'est un budget plus austéritaire que celui proposé par Michel Barnier en son temps. Selon l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques, le budget 2025 pourrait avoir un résultat récessif d'au moins 0,8 point, alors que les prévisions de croissance de l'économie française sont estimées à 0,9 % en 2025.

Ce budget n'a rien du compromis annoncé en début d'année puisque toutes les propositions formulées par la gauche ont été rejetées et la colonne vertébrale du texte est directement inspirée du gouvernement précédent. Toutes les mesures Barnier retirées : la non-suppression des 4000 postes dans l'Éducation nationale ou le retrait des deux jours de carence supplémentaires dans la fonction publique seront compensés par des baisses de budget des ministères concernés : -227 millions d'euros pour l'école et -900 millions pour les arrêts maladie de tous les salariés.

L'objectif affiché par l'exécutif de ramener le déficit public de 6,1 % à 5,4 % à la fin de l'année est une obsession de la droite et de l'extrême droite. Alors que le budget de



la nation a besoin d'être renforcé sur le long terme, il faudra se contenter d'impôts et taxes temporaires sur 440 grandes entreprises (plus de 1 milliard de chiffre d'affaires) pour 7,8 milliards. À cela il faut ajouter : le maintien de la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) jusqu'en 2030 soit 4,2 milliards ; une taxe sur l'optimisation fiscale à hauteur de 1,9 milliard, mais aussi des taxes sur les billets d'avion, une hausse de la TVA pour les auto-entrepreneurs ou une légère augmentation de la taxe Tobin sur les transactions financières. Rien de révolutionnaire au regard des 200 mil-

liards d'euros d'aides publiques annuelles versées aux entreprises sans contreparties ou des 100 milliards reversés par les entreprises françaises à leurs actionnaires sous forme de dividendes ou rachats d'actions en 2024.

Par contre, les coupes budgétaires vont être des bombes à retardement pour les ménages et les collectivités. Les collectivités et leurs services publics locaux vont être ponctionnés de 2,2 milliards (5 milliards selon l'AMF) ; la transition écologique de 2,5 milliards ; -1 milliard pour la recherche publique et l'enseignement supérieur alors que l'argent vers la recherche privée abonde (IA...) ; -150 millions pour la culture ; -1,4 milliard pour l'aide au développement ; -700 millions pour le sport ; -150 millions pour l'audiovisuel public ; -225 millions pour l'Éducation nationale ; les crédits pour l'Aide médicale d'État vont être gelés...

C'est un budget dur pour les plus fragiles et pour l'économie nationale, un budget favorable aux intérêts de la classe dominante dans un contexte international où les modèles sociaux protecteurs sont ouvertement attaqués par les baisses de dépenses sociales.

Loi Handicap 2005

20 ans après, quel bilan ?



La loi du 11 février 2005, dite « loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », célèbre ses 20 ans cette année. Cette législation a marqué un tournant majeur dans la reconnaissance des droits des personnes en situation de handicap en France. Cependant, malgré les avancées significatives, de nombreux défis persistent.

Depuis son adoption, la loi a permis des progrès notables dans plusieurs domaines. L'accessibilité des infrastructures publiques a été améliorée, bien que de nombreuses lacunes subsistent. Le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés en milieu ordinaire a considérablement augmenté, passant de 130 000 en 2005 à plus de 520 000 aujourd'hui. De plus, des incitations à l'emploi et un accompagnement renforcé ont été mis en place pour favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Néanmoins, l'accessibilité universelle reste incomplète, limitant l'autonomie des personnes concernées. Les discriminations et l'adaptation insuffisante des postes de travail rendent l'accès à l'emploi difficile. De plus, les démarches administratives complexes et lentes compliquent l'accès aux droits pour de nombreuses personnes.

La question du handicap est éminemment politique. Ce 11 février, le PCF a présenté lors d'une soirée ses propositions pour l'égalité réelle des personnes handicapées au travers d'un cahier thématique, porté par Fatima Khallouk, responsable de la Commission pour les droits des personnes en situation de handicap. Un bilan a été effectué sur ces 20 ans et les écueils soulevés portent sur la sensibilisation de la société, le droit à la compensation du handicap sur les postes de travail, la simplification des procédures et le soutien aux aidants familiaux. Finalement, la loi existe, mais le vrai enjeu aujourd'hui, c'est son application pour donner le droit aux personnes en situation de handicap.

Sabrina Chevrel

Sommet de l'IA

Le beau coup de communication d'E. Macron



Le Sommet sur l'intelligence artificielle (IA) s'est clôturé mardi 11 février. Le sommet n'était même pas encore ouvert qu'Emmanuel Macron s'est invité sur le plateau de France 2 pour y annoncer plus de 100 milliards d'euros d'investissements privés. Il faut dire que quelques jours plus tôt, les États-Unis avaient annoncé 500 milliards de dollars. Et mardi, pour ne pas être en reste, Ursula von der Leyen a surenchéri avec 200 milliards d'euros d'investissements en Europe.

Voilà plein de milliards qui tombent du ciel mais sans véritable plan abouti. Que s'est-il vraiment passé pour arriver à un tel déchainement d'annonces ? Aujourd'hui, leaders sur le marché, les entreprises américaines ont investi dans de grands datacenters et un grand nombre de calculateurs achetés à prix d'or à Nvidia, une société américaine de technologie spécialisée dans la conception de semi-conducteurs. Nvidia est un acteur dominant pour l'IA, ses logiciels et puces sont largement plébiscités.

Le problème survient le 27 janvier avec la sortie de DeepSeek qui remet en cause les coûteux modèles de développement comme ceux d'OpenAI, de Meta ou de Google. Immédiatement, Nvidia perd 593 milliards de valorisation. Il faut dire que l'IA venue de Chine est réputée fiable et bien moins coûteuse que celles des Américains.

Pour développer une IA, il vous faut un modèle d'apprentissage, un supercalculateur et des bases de données gigantesques pour générer à travers lui votre IA. En France, nos chercheurs sont à la pointe en matière de modèle d'apprentissage mais peinent à les faire tourner suffisamment rapidement pour faire face aux géants du secteur. Là où DeepSeek a peut-être trouvé des solutions, c'est dans la qualité des données : mieux filtrées et plus pertinentes, votre IA « apprend » plus vite et l'hébergement des données prend moins de place. Également très consommatrices d'électricité, des solutions ici aussi doivent être trouvées. Ce n'est pas pour rien que Microsoft relance la centrale nucléaire de Three Mile Island pour alimenter ses datacenters.

La fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

En 2025, la fête rebelle et fraternelle du journal fait son grand retour



Après sa dernière édition réussie en 2019 à Saint-Nazaire, la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique n'avait pas pu reprendre en raison de la crise sanitaire due au Covid. Lors de leur dernier congrès, les communistes de Loire-Atlantique ont marqué leur volonté de la relancer.

Votre mensuel communiste vous donne de nouveau rendez-vous en 2025, en famille, entre amis ou entre camarades, pour passer un samedi fraternel fait de détente, de découvertes culturelles et de débats.

La Fête des Nouvelles est le lieu d'échanges et de confrontation d'idées politiques au cœur des luttes, au cœur des enjeux sociaux et économiques, où se débattent quelques-unes des questions essentielles si l'on veut un véritable changement de

main. Cette année, il y sera question, au vu de la situation nationale, de la progression de l'extrême droite partout en Europe et dans le monde. Quelle paix voulons-nous pour demain ? Côté animation, la fête des Nouvelles reste une fête familiale et populaire : déambulations, concerts, expositions, jeux, librairie, spectacles...

Et pour que la fête soit toujours aussi populaire, nous avons renouvelé notre choix pris en 2018 d'une entrée à prix libre. Mais la fête doit aussi beaucoup à votre solidarité, vous qui chaque année soutenez la fête en prenant notre bon de soutien ou en participant au repas fraternel le midi.

L'équipe de la fête, comme l'équipe du journal, vous attend donc très nombreux à la Carrière à Saint-Herblain. **Dès maintenant, soutenez la fête pour qu'elle reparte du bon pied !**



Inondations

Le nord du département sous l'eau

La modification du climat liée aux activités humaines, notamment par l'augmentation dans l'atmosphère de la concentration en gaz à effet de serre (GES), provoque des perturbations à l'échelle planétaire. Ces gaz, en retenant la chaleur reçue du soleil, engendrent une hausse des températures qui peut se manifester de différentes façons : vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses, sécheresses, montées des eaux, cyclones, ouragans, violents incendies.

Selon les régions et leurs caractéristiques – région chaude ou froide, humide ou désertique, continentale ou littorale, rurale ou urbaine, économiquement riche ou pauvre – les conséquences peuvent être plus ou moins dramatiques pour les populations.



Alors que sous nos latitudes tempérées nous étions jusqu'alors relativement épargnés, ces dernières années ont vu se manifester des épisodes inhabituels de forte chaleur avec assèchement des cours d'eau, la Loire réduite à peu, ainsi que des périodes de pluies abondantes et beaucoup plus fréquentes qu'à l'ordinaire. Fin janvier, douze communes du nord du département ont

dû subir, après le passage de la tempête Herminia, une hausse considérable du niveau des cours d'eau, provoquant des débordements et des crues sur les communes d'Avessac, Massérac, Guéméné-Penfao, Pierrie, Conquereuil, Derval, Marsac-sur-Don, Plessé, Séverac, Fégréac, Guenrouët et Saint-Nicolas-de-Redon. Les sols, saturés par les pluies tombées depuis des mois et du fait de l'artificialisation, n'ont pas pu absorber ce surcroît d'eau.

Il en est résulté pour les habitants près de 300 évacuations, plus de 1800 personnes déplacées sur l'ensemble de la région de Redon, des privations d'électricité et d'eau potable auxquelles les autorités ont su pallier, avec l'aide de bénévoles et des secours, dont 1078

sapeurs-pompiers venant notamment de Saint-Nicolas-de-Redon, Guéméné-Penfao et Pontchâteau.

Par ailleurs, outre les pertes matérielles – voitures submergées, garages inondés – **il a fallu fermer une quinzaine de départementales, la ligne SNCF entre Savenay et Redon, des écoles et des liaisons de cars scolaires.**

Arcelor Mittal

Fabien Roussel alerte les pouvoirs publics sur l'avenir du sidérurgiste en France

L'inquiétude gagne chez les salariés français d'un géant de la sidérurgie. En effet, **des menaces planent sur l'avenir des sites sidérurgiques français d'ArcelorMittal, le principal producteur d'acier dans le pays, propriété de la riche famille Mittal.**

Déjà, à la mi-novembre, le groupe annonçait la fermeture des centres de services de Reims et de Denain. Des fermetures prévues pour juin 2025 et dont l'annonce a immédiatement été suivie d'un mouvement de grève des salariés.

Ces fermetures de centres de services sont un choix du groupe qui assume délocaliser les activités « support », mais les sites de production pourraient également être dans le collimateur. **Au prétexte de la concurrence déloyale de l'acier chinois et de la crise de la filière automobile européenne, ArcelorMittal veut réduire ses coûts de production.** Des explications fausses puisque 80 % de la production de l'acier chinois se destine au marché chinois, et c'est bien la direction du groupe qui importe en France de l'acier produit à bas coûts dans ses usines brésiliennes et indiennes.

C'est le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, après ses entretiens avec les syndicalistes du groupe, qui a relayé l'information dans l'opinion publique lors de son



passage télévisé dans l'émission « Les 4 vérités » le 11 février dernier.

La production d'acier est un pivot de l'industrie française, 18 000 salariés travaillent directement pour ArcelorMittal et au total, ce sont 60 000 emplois qui pourraient être sur la sellette si la filière sidérurgique française s'effondrait. Des sites comme Florange, Montataire, Mouzon ou plus près de nous Basse-Indre (fabricant de bobines de tôles) en Loire-Atlantique, pourraient voir leurs productions s'arrêter. Des coups qui pourraient être très durs pour l'industrie française, ses salariés et les territoires concernés.

Pour Fabien Roussel : « Mittal est un truand » et pas question pour le dirigeant communiste de laisser tomber l'acier français. **« Je demande que la nationalisation d'ArcelorMittal soit étudiée comme un moyen de maintenir un outil stratégique, un appareil productif stratégique dans notre pays. »**

La nationalisation des sites de production pourrait être une solution et une réponse ferme à la famille Mittal. Pour le moment, le secrétaire national du PCF invite les autorités à créer un comité pour sauvegarder la production d'acier.

Cordemais

La répression ne fera pas reculer ceux qui luttent

Fabien, Gwenaël et Nicolas, trois syndicalistes CGT de la centrale électrique de Cordemais, sont convoqués actuellement devant le conseil de discipline d'EDF suite à l'annonce par la direction, en septembre dernier, de l'abandon du projet Ecocombust 2. Cette décision impliquait la fermeture pure et simple de la centrale alors que le projet de reconversion de la centrale à la biomasse, étudié et proposé par les salariés, avait démontré toute sa viabilité et avait même obtenu le feu vert du Président de la République, du gouvernement et de la direction d'EDF.

Accusés d'être responsables de jets de pétards ayant entraîné des jours d'interruption temporaire de travail (ITT) du directeur de la centrale, au moment de l'annonce de l'abandon du projet, trois travailleurs sont entendus depuis le 11 février dernier.



En solidarité avec leurs camarades, la Fédération des mines et énergie a organisé trois rassemblements de soutien les jours des convocations, le 11 février au siège de Paris, le 18 février au siège régional de Nantes et le 20 février sur le site de Cordemais. Pour la CGT et sa secrétaire

Avec ce soutien massif, la direction est prévenue, **la lutte continue et l'avenir industriel de la France, la transition énergétique et le développement économique responsable ne sont pas seulement l'affaire du patronat.**

générale Sophie Binet, « il s'agit là d'une procédure qui vise à réprimer l'action syndicale collective, à sanctionner toutes les travailleuses et travailleurs qui luttent (...) à porter atteinte à la dignité ouvrière de celles et ceux qui ne baissent pas les bras quand les mauvais coups tombent. »

À travers de possibles sanctions, la direction remet en cause le droit de ces trois agents de défendre leur travail, leurs outils de production, l'avenir énergétique du pays et, au final, l'intérêt général que l'État abandonne au profit des règles du marché de l'électricité.

Beaucoup de solidarité s'est exprimée vis-à-vis des trois syndicalistes dont la lutte et la combativité sont aujourd'hui mises au banc des accusés.

8 mars, journée internationale des droits des femmes

Nous voulons enfin des actes ! (extraits du communiqué CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires, FSU)

L'égalité entre les femmes et les hommes n'est toujours pas une réalité dans nos entreprises et administrations. L'égalité professionnelle s'inscrit dans un projet de société et nécessite une volonté à la fois politique et budgétaire. Les législations successives et la mise en place de l'index égalité pour tenter de corriger les écarts ne suffisent pas.

Ce constat que nous posons, année après année est largement admis et pourtant il n'y a aucune réelle volonté du patronat et des gouvernements successifs pour appliquer et faire appliquer la Loi et aboutir à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Les chiffres sont têtus et illustrent ces inégalités au détriment des femmes : plus de moyens pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Les femmes ne veulent plus de paroles en l'air, elles veulent des actes !

Elles perçoivent des salaires de 23.5 % en moyenne inférieurs à ceux des hommes (en prenant en compte les temps partiels), Elles occupent 42.6 % des emplois de cadre alors qu'elles sont plus diplômées que les hommes, Elles représentent 57 % des Smicard-es, Elles occupent près de 80 % des emplois à temps partiels dont beaucoup de temps partiels imposés, Elles touchent des pensions de retraite de droits directs 38 % moins élevées en moyenne que celles de hommes, Elles sont à la tête de 82 % des familles monoparentales, Elles prennent 95 % des congés parentaux,



Plafonds de verre, planchers collants, parois de verre sont autant de termes qui qualifient les carrières des femmes. Elles ont plus difficilement accès aux postes à responsabilité, elles sont plus nombreuses à être dans les bas salaires et à y rester, elles sont concentrées dans des métiers à prédominance féminine sous-valorisés et mal rémunérés. Elles subissent aussi les carrières en accordéon qui les pénalisent sur leur rémunération durant leur vie active mais également sur leur pension de retraite.

Le poids de la parentalité, incluant la double journée et la charge mentale, le manque de structures publiques de la petite enfance, pénalisent quasi-exclusivement la carrière des mères, accentuant encore les inégalités salariales. Elles sont 30 % à réduire leur activité professionnelle à l'arrivée du 1er enfant(...)

Partout en France, le 8 mars 2025 est l'occasion de rappeler nos revendications afin d'obtenir :

- l'égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes
- la revalorisation des métiers à prédominance féminine
- la transposition ambitieuse de la directive européenne pour la transparence salariale et la révision en profondeur de l'index Egapro.
- l'abrogation de l'âge légal de départ en retraite à 64 ans qui pénalise en premier lieu les femmes.
- des services publics de qualité répondant aux besoins notamment dans la petite enfance

Direction générale des Finances publiques

Fiasco industriel, dégâts à tous les étages

Le rapport de la Cour des comptes du 25 janvier dernier étrille la Direction générale des Finances publiques (DGFIP). En cause : la plateforme « Gérer mes biens immobiliers » (GMBI) mise en place depuis quatre ans dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Cet outil informatique devait permettre aux propriétaires de procéder à la déclaration de leur bien et d'automatiser le calcul des impôts fonciers. Las, malgré les nombreuses alertes des syndicats du personnel, les têtes pensantes de Bercy ont imposé sans concertation une plateforme loin d'être prête.

Comme prévu par les agents, GMBI est depuis un échec dans les grandes largeurs. Face à la complexité de la plateforme et à l'envoi erroné de milliers d'avis de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et sur les locaux vacants, les services d'accueil ont été débordés.

Le nombre de messages relatifs aux biens immobiliers est ainsi passé de 110 000 à 2,8 millions en un an. Face à cet afflux auquel les services n'étaient pas préparés, la DGFIP a tout simplement choisi de supprimer un grand nombre de demandes jugées



trop anciennes, privant ainsi les redevables de leur droit à un égal accès au service public.

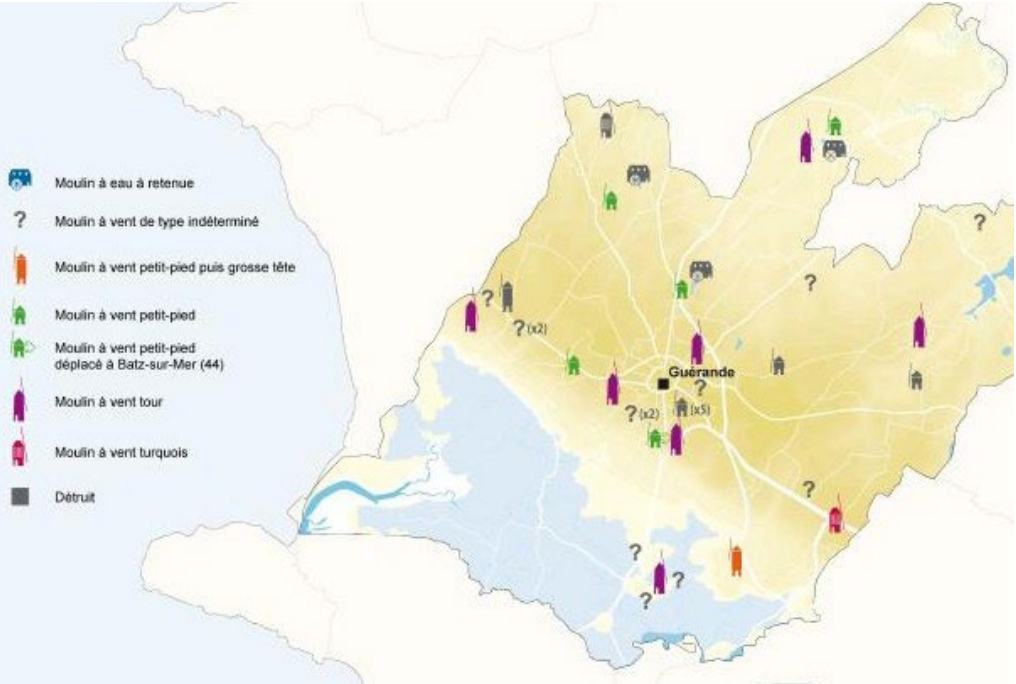
Les agents, en plus de voir leurs métiers dégradés, ont dû faire plus avec moins, GMBI s'accompagnant d'une nouvelle purge de 700 emplois en deux ans. Les risques psychosociaux se multiplient et la souffrance explose au travail, en particulier au cadastre, en première ligne face au choc.

Enfin, GMBI est un désastre financier pour l'État. Le produit de ces impôts locaux étant acquis aux collectivités territoriales, l'État a pris en charge les dégrèvements afin de ne pas léser celles-ci. La Cour des comptes chiffre à 1,3 milliard € le coût total de l'opération.

Le rapport de la Cour des comptes est un réquisitoire appelant l'administration à revenir sur sa politique d'externalisation et de dématérialisation à tout va. Pour la CGT des Finances publiques, dans une lettre ouverte à la Directrice générale le 14 février, « détruire des emplois ou privatiser des missions, c'est remettre en cause la justice fiscale, pilier de notre démocratie ».

Un après-midi dans le vent !

À la découverte des moulins de Guérande



Les moulins à vent occidentaux sont apparus dans le sud de l'Angleterre et en Normandie à la fin du XIIe siècle. **Les deux premières mentions de moulins à vent à Guérande datent de la fin du XIVe siècle.**

À Guérande, dans leur grande majorité, ce sont des moulins à farine qui sont implantés sur les reliefs de la moitié nord-est de la commune et, en petit nombre, au sud, sur l'île de Saillé bordant les marais salants. À la fin du Moyen Âge, leurs meules pouvaient provenir de la carrière de meules de granite encore observable à Cramagué, au sud de la ville de Guérande.

Guérande compte encore plusieurs moulins à vent dans différents états. En partenariat avec la Société des Amis de Guérande, **Grégoire Judic vous propose de parcourir Guérande à la découverte des vestiges des moulins guérandais** (vestiges du moulin de Tréveday, moulin de Crémeur, moulin de Kerbroué, moulin de Beaulieu) pour connaître leur évolution. Les explications techniques, historiques et les enjeux de conservation seront au rendez-vous :

Du 1er au 8 mars 2025 de 14h à 17h

Au parc de stationnement du complexe sportif de Kerbiniou, rue Gustave Flaubert à Guérande.

Réservation obligatoire au 02 28 55 05 05 (bonne motricité indispensable, prévoir une tenue adaptée et des chaussures de marche).

Festival des Littératures

Atlantide 2025

Île engloutie mythique que Jules Verne nous fait arpenter aux côtés du Capitaine Nemo, l'Atlantide revient s'émerger comme depuis treize ans sur le bord du canal Saint-Félix, à Nantes.

Cette année, le festival de littérature Atlantide, événement coproduit par La Cité des Congrès de Nantes et le Lieu Unique, aura lieu du jeudi 6 mars au dimanche 9. La première journée, « hors les murs », présente autrices et auteurs en médiathèques, librairies, maisons de quartier, etc. Les jours suivants se dérouleront essentiellement au Lieu Unique, en dehors de quelques rencontres le samedi. **Plus d'une cinquantaine d'autrices et auteurs de nombreux points du globe – quelque vingt nationalités différentes – viennent confirmer la vocation d'ouverture sur le monde de la ville, tournée vers son estuaire.**

Comme à l'accoutumée, le festival a programmé de nombreux temps forts : lectures, débats, un espace librairie pour des séances de dédicaces, une exposition d'objets insolites conservés dans les collections patrimoniales. Sont même prévues des leçons de cuisine et des dégustations, ainsi que des actions en direction des publics empêchés – CHU, Maison d'arrêt.

Parmi les thématiques abordées lors des échanges entre les invités, une proportion importante d'entre elles porte une dimension politique assez marquée : « Ravages du capitalisme », « Du danger de désobéir », « En résistance », « Pionnières » sur de grandes luttes, « Les pouvoirs de la littérature », « Fables politiques », « Décoloniser la fiction », « Écrire face à la montée des extrêmes », « S'affranchir »...

Temps fort de la manifestation, le samedi soir sera consacré à la découverte de textes méconnus, voire inconnus, car censurés lors de leur parution. Les autrices Chahla Chafiq (Iran) et Somaia Ramish (Afghanistan), toutes deux exilées, ayant fui des régimes dictatoriaux, raconteront leurs difficultés et la censure imposée contre leurs écrits.



Festival Eurofonik 2025

Les musiques d'Europe à Nantes, Bouguenais, Saint-Herblain et Orvault

« En mai dernier, Le Nouveau Pavillon annonçait qu'il ne serait pas en mesure de proposer une saison culturelle 2024-2025 pour cause de difficultés financières, notamment dues à une diminution des aides apportées par la Ville de Bouguenais. Malgré ce coup de massue, l'association a décidé de rester positive et a décroché, il y a deux mois, un appel à projet de Résidences artistiques de territoire lancé par la Ville de Nantes. En parallèle, la structure s'attelle à la préparation de son festival Eurofonik, qui confirme ainsi son retour en mars 2025. »

Le festival Eurofonik met en lumière les « musiques des mondes d'Europe », l'événement se donne ainsi pour mission de faire découvrir la pluralité des musiques actuelles inspirées par les traditions populaires, en Europe et au-delà, dans une ambiance festive et chaleureuse.

Créé en 2012, l'événement se veut un espace d'expression pour ces artistes des quatre coins de l'Europe qui entremêlent les influences ; ils et elles revisitent et puisent leurs inspirations dans les musiques traditionnelles pour proposer des musiques actuelles créatives et audacieuses.

Depuis 2016, le festival adopte un format multisite : associant de nombreux lieux à Nantes, Bouguenais, Saint-Herblain et Orvault, il propose des rendez-vous dans des espaces contrastés, entre scènes de musiques actuelles, lieux patrimoniaux, cafés-cultures, centres socioculturels... Avec pour point central son village Eurofonik, situé à Europa Nantes.

Avec ses formats multiples (bals, concerts debout, assis, causeries, rencontres...), le festival favorise une approche grand public et conviviale. De petites salles à l'ambiance intime à de grandes soirées festives, il y en a pour tous les goûts et toutes les sensibilités.

Festival Eurofonik du 5 au 16 mars 2025

Retrouver l'ensemble de la programmation sur le site : <https://eurofonik.fr>

Qualité de l’eau potable

Depuis quelques mois, les alertes se multiplient dans la presse sur la qualité de l’eau potable, notamment sur la présence de polluants dits éternels et de l’acide trifluoroacétique (TFA) qui fait partie de cette famille. Robin Salecroix, vice-président de Nantes Métropole en charge de l’eau et de l’assainissement, répond aux interrogations le 31 janvier 2025 en conseil municipal de Nantes. Ci-dessous, les extraits de son intervention sur le sujet.



« Pour répondre à cette question éminemment importante de la qualité de l’eau, permettez-moi de souligner trois points. Tout d’abord, rappelons que l’eau est le produit de consommation courant le plus contrôlé du pays. À titre d’exemple, à l’échelle de notre métropole, **plus de 3000 analyses sont effectuées par an sur la ressource, 300 paramètres sont analysés**, et nous avons un taux de conformité de 100 % sur l’eau que nous délivrons 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 à nos concitoyens.

Ensuite, vous soulignez le sujet de la **présence des PFAS dans la ressource en eau**[...] Nous sommes très attentifs à ce sujet. **Les analyses, dévoilées notamment dans la presse**[...] **révèlent la présence de 3 microgrammes par litre en eau brute, notamment en Loire, alors que les autorités sanitaires nous donnent des valeurs indicatives à ne pas dépasser de 60 microgrammes par litre**[...]

Bien qu’en deçà des valeurs indicatives, nous sommes en lien étroit avec les autorités sanitaires et sommes attentifs à toute évolution de la réglementation notamment si les seuils devaient être revus à la baisse. Nous avons commandé des analyses propres de la part de Nantes Métropole pour ce mois de février. Les laboratoires en capacité d’analyser cette molécule viennent tout juste d’être habilités, il y a quelques semaines.

Plus globalement, cela pose la question de la **qualité de la ressource en eau à l’échelle du pays et de l’impact des activités humaines. Les TFA sont utilisés notamment dans l’agriculture comme herbicide pour un volume d’environ 400 tonnes par an**. Cela pose la question de l’accompagnement des professionnels vers des pratiques plus vertueuses. **Il ne faut pas opposer les enjeux de santé publique et sanitaires à la nécessité de la souveraineté alimentaire de notre pays**, qui importe près d’un légume sur deux qu’elle consomme. Cela soulève également la question de la protection des aires de captage, que nous, élus de toutes obédiences, réclamons pour préserver ces zones de tout usage de produits phytosanitaires[...]

Cela soulève également la question du financement des politiques publiques de l’eau et de l’assainissement, au cœur de nombreuses réformes. Aujourd’hui, ce sont les usagers particuliers qui contribuent largement au financement de ces politiques. La contribution des entreprises évoluant dans le domaine phytosanitaire, pharmaceutique ou cosmétique, à la source de la production de ces molécules, est un sujet qu’il faudra continuer de poser[...] **Mon message est donc triple ; confiance dans la qualité de l’eau distribuée, vigilance et action quant aux mutations à opérer pour préserver notre bien commun.** »

Treillières

Un tout autre projet pour l’avenir de la commune

À l’approche des élections municipales anticipées des 2 et 9 mars prochains, les candidats de la liste Treillières Ensemble, liste citoyenne de gauche, s’engagent pour une commune plus durable et tournée vers les citoyens.

La liste Treillières Ensemble est animée par des valeurs essentielles pour mieux vivre ensemble, en garantissant la justice sociale, en remettant la commune au centre de l’action publique et en partageant les prises de décision. **Laurent Brière, agent Enedis à Orvault et militant syndical CGT, représentera le PCF sur cette liste.**

Les candidats mettent en avant plusieurs priorités pour améliorer la qualité de vie et le bien-être des Treilliéraines et Treilliérains concernant l’amélioration des transports en commun, l’installation de liaisons douces et sécurisées, le lien avec les associations et le soutien aux actions culturelles. **Parmi les priorités, on trouve aussi l’accueil des tout-petits, la végétalisation des cours**



d’école, le bio dans les cantines, la création de lieux et d’événements intergénérationnels, et le développement de l’économie locale : commerces de proximité, services à la personne, avec des emplois à la clé. Parmi les autres mesures, on note la réalisation d’un audit financier avec un organisme indépendant, la construction de logements, l’installation de générateurs de chaleur bas carbone sur les équipements publics, et l’amélioration du cadre de vie – jardins partagés, aires de jeux...

La volonté des candidates et candidats est d’être à l’écoute de l’expression et des attentes, puis d’animer et faire vivre la démarche participative dans la gestion et le pilotage de Treillières pour une gouvernance municipale renouvelée.

Deux listes «sans étiquette» de droite, celle du maire sortant et une seconde issue de dissidents de cette même majorité, seront face à la liste de gauche Treillières Ensemble.

Municipales 2026 : les droites se rapprochent

Si à gauche les forces du Nouveau Front Populaire continuent à s’investir à la moindre occasion, à droite, après avoir formé un gouvernement commun, on continue de s’organiser en vue des élections municipales de 2026.

Fait marquant à Nantes, les rapprochements, s’ils étaient assez évidents sur le papier, visent à former une liste commune pour faire perdre la ville à l’alliance de gauche (Parti Socialiste, Parti Communiste Français et Les Verts). Ainsi, dans une tribune commune, Les Républicains et Renaissance ont annoncé leur alliance à Nantes pour battre Johanna Rolland.

Ce premier pas a décidé la présidente de Région à organiser les choses plus largement. Ainsi,

réunis à Nantes autour de Christelle Moranaïs (Horizons), les oppositions de droite se sont retrouvées autour de la même table à l’hôtel de Région. **Renaissance, Modem, LR, Horizons et même le dissident nantais Foulques Chombart de Lauwe (déjà en campagne) sont tous d’accord pour que le nom de la tête de liste soit annoncé avant l’été.**

Car c’est là que le bât blesse : qui pour prendre la tête du rassemblement ? Julien Bainvel, Mounir Belhamiti, Sarah El Haïry, Foulques Chombart de Lauwe ou encore Guillaume Richard, tous se voient déjà calife à la place du calife ! **Christelle Moranaïs souhaite probablement que ce rapprochement entraîne d’autres dans les grandes communes de la Région Pays de la Loire.**

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet

Commission paritaire : N°0325 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Clément Chebanier

Responsable de la rédaction : Pierre Daguet

NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00

E-mail : redac.nla@gmail.com

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Pedro Maia

Benoît Lusseau

Laurent Brière

Pascal Divay

Catherine Rougé

Guilhem De Bourmont

Louis Chrétien

Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA

Imprimé sur du papier fabriqué dans l’Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel

Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées

Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s’abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l’actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

☐ Je m’abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

☐ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d’abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l’ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE

Retailleau dans
le déni

« La réalité dément cette étude » : tels étaient les mots de Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, alors qu'un journaliste lui présentait une étude scientifique montrant l'absence de lien entre immigration et délinquance.



Cette ambiance presque comique nous ferait doucement rire si ce n'était pas le symbole d'un gouvernement illégitime, prétendument centriste mais de facto de plus en plus autoritaire, austéritaire et prêt à tout pour rester au pouvoir.

Car ces mots ont une application concrète dans la réalité. Alors que rien ne le démontre, droite et extrême droite restent fixées sur leur mantra de la délinquance créée par l'immigration, alors que tout porte à considérer cette délinquance comme le résultat d'une politique violente contre les travailleurs, les privés d'emploi et les plus précaires.

En parlant de « submersion migratoire » et de « sentiment de ne plus reconnaître son pays », c'est bien cette réalité crue d'un capitalisme en crise et de plus en plus prédateur que François Bayrou cache du mieux possible, mettant sous le tapis le triste record français de morts au travail, la hausse de la pénibilité au travail et d'un système de plus en plus inhumain contre les privés d'emploi et les familles les plus démunies. Et alors que gouvernement et patronat marchent main dans la main, la gauche brille par son inconsistance et son absence.

Inconsistance d'abord en revivant et répétant une nouvelle fois un énième congrès du Parti socialiste, entre deux branches de la social-démocratie, sur qui a raison d'être « respectable » ou d'être « radical », n'offrant aux travailleurs que des débouchés institutionnels qui aboutiront toujours à des impasses tant que la gauche électorale restera cantonnée à 30 % des suffrages.

Absence ensuite, par le manque total de mouvements et de rapports sociaux. Ce début d'année 2025 est marqué par une léthargie et une lassitude importantes tout à fait compréhensibles entre des difficultés de plus en plus grandes pour finir le mois et un spectacle politique assez lamentable. Difficultés d'organisation et de mobilisation que l'on retrouve partout : partis politiques, syndicats, mouvements de jeunesse. Si les communistes s'en sortent mieux que d'autres en termes de mobilisation, la situation n'est pas à la hauteur des enjeux qui sont les nôtres pour se liguer face à un budget des plus agressifs. Cette période de creux doit être pour nous l'occasion de nous renforcer, afin de toucher plus de personnes et de réfléchir plus en profondeur sur nos propositions et nos idées.

Ces points seront abordés précisément lors de notre congrès, qui aura lieu au niveau fédéral le 1er mars à Nantes, et au niveau national en avril à Bobigny. Ce sera le moment pour nous de débattre sur notre organisation, nos campagnes, notre ligne politique, notre vision du socialisme et de la révolution, nos relations avec le Parti communiste français, ainsi que de renouveler notre direction fédérale et nationale. Il y a des jours où rien ne se passe, profitons de ces moments pour mieux nous préparer et reprendre la lutte pour de nouveaux jours heureux.

Banquet de section à Saint-Nazaire

Quatre-vingts camarades se sont retrouvés dimanche 9 février au banquet organisé par la section de Saint-Nazaire, en présence de Robin Salecroix et de Véronique Mahé. Des échanges fructueux ont eu lieu, notamment au sujet des futures élections municipales.

Hommage à
Pierre Marchand

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Pierre Marchand, emporté par la maladie à l'âge de 86 ans. Militant du PCF à Trignac, engagé au sein de la CGT marins de l'URO, n'hésitant pas à assumer des responsabilités associatives multiples, Pierre était à l'écoute de chacune et chacun. Élu au sein de l'équipe municipale en 1991, il se portait naturellement aux côtés des salariés en lutte sur le territoire.
Nous présentons à son épouse Nicole, à ses filles et leur conjoint, à ses petits-enfants et arrière-petits-enfants nos plus sincères condoléances.

Février 1962 à Charonne
L'hommage nantais à Anne-Claude Godeau

Anne-Claude Godeau est l'une des neuf victimes tuées au métro Charonne à Paris le 8 février 1962 à la fin de la manifestation contre les attentats de l'OAS et pour la paix en Algérie dans un processus d'indépendance. Les forces de police sous la direction du préfet Papon ont violemment réprimé les manifestants, gazés, tabassés et étouffés alors qu'ils se réfugiaient dans la bouche d'entrée du métro. Toutes les victimes étaient syndiquées à la CGT et membres du PCF à une exception près. La manifestation à volonté pacifiste était interdite, elle s'est tenue à l'appel de la CGT, de la CFTC et d'organisations étudiantes, du PCF, du PSU et du Mouvement pour la paix.

Anne-Claude était née à Nantes en 1938. Elle a grandi dans une famille militante, son père était militant syndicaliste et communiste, technicien aux Batignolles, et sa mère membre de la CGT lorsqu'elle était salariée. Après une formation secondaire, elle a passé le concours d'entrée aux PTT (Postes et Télécoms). Au moment des événements, elle travaillait aux Chèques postaux de Paris. Elle s'est syndiquée au cours d'une grève.

La violence de la répression interroge directement la responsabilité du pouvoir gaulliste de l'époque. C'est ce même préfet de police Papon qui porte une responsabilité dans le massacre de la marche organisée par le Front de libération nationale où des dizaines d'Algériens pacifistes furent tués en octobre 1961. Il sera aussi condamné pour l'arrestation et la séquestration des juifs entre 1942 et 1944. Chaque année, au cimetière de la Gaudinière, hommage est rendu à Anne-Claude en pensant à ses camarades.
Paroles de la chanson « Je t'attends à Charonne » de Leny Escudéro :

...L'automne va mourir
Et l'on entend déjà
Le printemps reflleurir
Aux branches des lilas
C'est une éternité
Quand on est amoureux
Tu verras mille étés
Éclabousser ses yeux
C'est aujourd'hui l'hiver...

À retenir

Nouvelles campagnes d'affichage

Deux nouvelles campagnes d'affichage ont été lancées par le Parti Communiste Français, l'une pour la relance de l'industrie dans le pays et l'amélioration des services publics et la deuxième pour une paix durable et juste en Palestine.

Les affiches sont disponibles à la fédération de Loire-Atlantique (41 rue des Olivettes à Nantes). Pensez à appeler au 02 40 35 03 00 avant de passer les récupérer.